

INVENTAIRE DES ARCHIVES DE
LA COMMUNE DE GODARVILLE

DÉPÔT 2019

1864 – 1977 (1983)

ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS

INVENTAIRES

188



Naamsvermelding - Niet Commercieel - Geen Afgeleide Werken
CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/nl/>

Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification
CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>

ISBN : 978 94 6391 320 1

Archives générales du Royaume

D/2022/531/079

Numéro de commande: Publ. 6332

Archives générales du Royaume

2 rue de Ruysbroeck
1000 – Bruxelles

La liste complète de nos publications est consultable sur notre page électronique
(<http://arch.arch.be>)

Numéro de l'instrument: AEM.01.286

Inventaire des archives de
la commune de Godarville

Dépôt 2019

1864 – 1977 (1983)

Benjamin BRICHARD

sous la direction de Vincent PIRLOT

Bruxelles
2022

INDICATIONS SOMMAIRES POUR L'UTILISATION

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être demandées en communication via un terminal d'ordinateur se trouvant dans la salle de lecture, moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire, mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page. En l'occurrence ici, mentionnez :

AEM.01.286

Le document lui-même est commandé avec la cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Conditions d'accès et de reproduction

Les archives (hormis les registres de population et des étrangers) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

La reproduction est autorisée en tenant compte de la réglementation en vigueur.

Références aux archives

La première fois, on citera le fonds avec son nom complet, ensuite on pourra utiliser une référence abrégée.

Complet : ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, *Commune de Godarville. Dépôt 2019*, n° [cote de l'article].

Abrégé : AÉM, *Com. Godarville 2019*, n° [cote de l'article].

TABLE DES MATIÈRES

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS	9
I. IDENTIFICATION	9
II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES	9
A. Producteur d'archives	9
1. <i>Nom</i>	9
2. <i>Historique</i>	9
3. <i>Compétences et activités</i>	10
4. <i>Organisation</i>	11
B. Archives	11
1. <i>Historique</i>	11
2. <i>Acquisition</i>	12
III. CONTENU ET STRUCTURE	13
A. Contenu	13
1. <i>Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins</i>	13
2. <i>Finances et fiscalité</i>	13
3. <i>Patrimoine</i>	14
4. <i>État civil</i>	14
5. <i>Population</i>	14
6. <i>Élections</i>	15
7. <i>Affaires militaires</i>	15
8. <i>Travaux publics</i>	16
9. <i>Enseignement</i>	16
10. <i>Bienfaisance ou assistance publique</i>	16
11. <i>Culte</i>	16
B. Sélections et éliminations.....	17
C. Accroissements/compléments	17
D. Mode de classement	17
IV. CONSULTATION ET UTILISATION.....	18
A. Conditions d'accès	18
B. Conditions de reproduction.....	19
C. Langues et écriture des documents	19
V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES	19
A. Documents apparentés	19
B. Bibliographie.....	19
VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION	20
INVENTAIRE	21
I. GÉNÉRALITÉS	21

II.	ORGANISATION ET PERSONNEL	22
A.	La commune en tant qu'entité administrative.....	22
B.	Organisation et membres des organes politiques.....	23
C.	Organisation du service des archives	23
D.	Personnel des services.....	23
1.	<i>Effectifs, registres du personnel et autres états généraux</i>	23
2.	<i>Dossiers établis à la suite de faits particuliers</i>	23
3.	<i>Dossiers du personnel administratif et technique</i>	24
4.	<i>Dossiers du personnel ouvrier</i>	24
5.	<i>Dossiers du personnel enseignant</i>	24
III.	PATRIMOINE.....	25
IV.	FINANCES ET FISCALITÉ	26
A.	Comptabilité du secrétariat	26
1.	<i>Budgets et annexes</i>	26
2.	<i>Registres de comptabilité</i>	26
3.	<i>Emprunts</i>	27
B.	Comptabilité du receveur	27
1.	<i>Registres de comptabilité</i>	27
2.	<i>Comptes et pièces justificatives</i>	28
3.	<i>Entrée en fonction du receveur</i>	30
C.	Impositions et taxes communales	31
D.	Dépôt de l'Administration du Cadastre	32
V.	ÉTAT CIVIL.....	32
VI.	POPULATION	32
A.	Registres et mouvements de la population.....	32
B.	Recensements et autres états de la population	33
C.	Étrangers	33
VII.	ÉLECTIONS.....	34
A.	Listes électorales et listes dérivées.....	34
B.	Révision des listes électorales.....	35
C.	Dossiers des élections	35
VIII.	AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES	36
A.	Milice et volontaires (1817-1976).....	36
1.	<i>1817-1923</i>	36
2.	<i>1924-1976</i>	37
B.	Garde civique (1830-1921)	38
C.	Guerres et conséquences	38
D.	Ravitaillement	39
IX.	ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	39
A.	Police.....	39
1.	<i>Généralités</i>	39
2.	<i>Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics</i> ..	40
3.	<i>Missions de police administrative concernant la sécurité publique</i>	40
4.	<i>Missions de police judiciaire</i>	40
B.	Service d'incendie.....	40

X.	SANTÉ PUBLIQUE.....	41
	A. Services communaux	41
	1. <i>Inspection médicale scolaire</i>	41
	2. <i>Service communal de vidange et de nettoyage / immondices</i>	41
	B. Exécution des tâches communales	41
	1. <i>Surveillance de la pratique médicale</i>	41
	2. <i>Lutte contre les maladies épidémiques</i>	41
	3. <i>Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce</i>	41
	4. <i>Police sanitaire des animaux domestiques</i>	42
	5. <i>Analyse de l'eau potable</i>	42
	6. <i>Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes</i>	42
	7. <i>Autres préoccupations concernant l'environnement</i>	45
XI.	TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME.....	45
	A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	45
	1. <i>Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux</i>	45
	2. <i>Bâtiments scolaires</i>	46
	3. <i>Bâtiments du culte</i>	47
	4. <i>Cimetières</i>	47
	5. <i>Autres biens et installations immobilières (monuments, bancs, etc.)</i>	48
	B. Travaux et inspection de la voirie communale (y compris les ponts, les quais).....	48
	C. Travaux et inspection des cours d'eau	50
	1. <i>Cours d'eau non navigables</i>	50
	2. <i>Cours d'eau navigables</i>	51
	D. Services d'utilité publique	51
	1. <i>Distribution d'eau</i>	51
	2. <i>Distribution de gaz</i>	52
	3. <i>Distribution d'électricité</i>	52
	4. <i>Éclairage public</i>	52
	5. <i>Téléphone</i>	52
	6. <i>Radio et télévision câblées</i>	53
	7. <i>Transports en commun</i>	53
	E. Aménagement du territoire	53
XII.	ENSEIGNEMENT.....	55
	A. Généralités	55
	B. Cadre général	55
	C. Organisation	55
	D. Équipement	56
	E. Personnel.....	56
	F. Finances	56
	G. Activités éducatives ordinaires	57
	H. Avantages sociaux.....	57
XIII.	CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS.....	57
XIV.	ÉCONOMIE	58
	A. Agriculture et sylviculture	58

B. Industrie et artisanat	58
C. Commerce	59
XV. AFFAIRES SOCIALES	59
A. Affaires sociales.....	59
1. Aide aux personnes âgées.....	59
2. Aide aux personnes handicapées.....	59
3. Logements sociaux	60
4. Secours distribués à l'occasion de calamités extraordinaires survenues dans la commune.....	60
B. Règlementation du travail	60
XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE	60
A. Bureau de bienfaisance	61
B. Commission d'assistance publique	61
XVII. TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE SAINT-GODARD	61
A. Patrimoine	61
B. Finances	62
TABLE DE CONCORDANCE.....	63

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

Référence: BE AÉM, Com. Godarville (524 – 1094)
N° de l'instrument: AEM.01.286
Nom: Archives de la commune de Godarville. Dépôt 2019
Dates: 1864-1977 (1983)
Niveau de description: Fonds d'archives
Importance matérielle: 786 articles (24 mètres linéaires)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Commune de Godarville

2. HISTORIQUE

L'histoire de Godarville se confond avec celle de Gouy-lez-Piéton jusqu'à la loi du 7 mai 1866 par laquelle le hameau de Godarville est séparé de la commune de Gouy-lez-Piéton et érigé en commune distincte¹. La nouvelle commune est alors intégrée au canton de justice de paix de Seneffe, à l'arrondissement administratif de Charleroi et à l'arrondissement judiciaire de Charleroi ; Godarville relève par ailleurs du canton de milice de Seneffe, puis de celui de Manage (à partir de 1881), et enfin de nouveau de celui de Seneffe (à partir de 1913)².

À sa création, la commune de Godarville présente encore un caractère essentiellement agricole. L'industrialisation de la localité apparaît comme un phénomène tardif et temporaire puisque les usines créées aux confins des XIX^e et XX^e siècles ont presque toutes cessé leurs activités dans le troisième quart du XX^e siècle. La SA Fonderies Denis, créée vers 1893, a employé jusqu'à soixante ouvriers dans l'entre-deux-guerres pour fermer ses portes en 1946-1948. Les Forges et Estampages Bruyembroeck, créés au début du XX^e siècle, se scindent en deux sociétés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : la SA Forgestam et les Forges Bruyembroeck, qui ferment respectivement en 1977 et juin 1978. La SA Ateliers de Godarville, constituée vers 1900, produisait du matériel roulant et fixe pour les chemins de fer, occupent jusqu'à six cents personnes dans les années trente. La société ferme en 1955-1956 après avoir un temps été reprise par Anglo-Franco-Belge. La commune compte un moment plusieurs fabriques d'allumettes dont la dernière a cessé ses activités après la Seconde Guerre mondiale. Une biscuiterie et une cimenterie ont également fonctionné pendant la première moitié du XX^e siècle.

¹ *Loi portant érection de la commune de Godarville*, dans *Moniteur belge* du 9 mai 1866.

² VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963)*, Louvain, 2000, 3 volumes.

Située sur la ligne de chemin de fer Luttre - Braine-le-Comte, la localité est également traversée par le canal Charleroi - Bruxelles. Elle héberge par ailleurs le centre de délasserment de Claire-Fontaine, avec un lac de près de 6,5 hectares ainsi qu'une réserve ornithologique de 47 hectares. L'église paroissiale, dédiée à saint Godard, a été construite en briques vers 1845 et agrandie en 1870 par l'architecte Simon.

La population de la commune de Godarville évolue comme suit : 1309 habitants en 1866, 1459 en 1876, 1483 en 1880, 1693 en 1890, 1710 en 1900, 1870 en 1910, 1863 en 1920, 2020 en 1930, 1707 en 1947, 2223 en 1961 et 2157 en 1976, pour une superficie de 278 hectares.

Le 1^{er} janvier 1977, la commune de Godarville est fusionnée avec les communes de Chapelle-lez-Herlaimont et de Piéton pour former l'actuelle commune de Chapelle-lez-Herlaimont. La fusion forme une entité de 13.828 habitants pour 1.802 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : « Création d'une commune importante aux confins des régions de Charleroi et du Centre, ce qui continuera à avantager le rapide développement résidentiel des localités concernées. Ces trois communes ont un même caractère, de nombreuses affinités et des intérêts communs »³.

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

« Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des

³ Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, *Moniteur belge*, 25 septembre 1975.

travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux⁴ ».

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

4. ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

B. ARCHIVES

1. HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : « Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ». Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur

⁴ *Pasinomie*, 1^{re} série, t. 1^{er}, *Lois françaises*, Bruxelles, 1833, p. 66.

l'administration et la situation des affaires de la commune de Godarville, sur le dossier central de la commune de Chapelle-lez-Herlaimont constitué par les Archives de l'État à Mons et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds⁵.

La première situation connue ressort peu ou prou des rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune de Godarville. Les rapports produits en 1896 et 1897 stipulent que « toutes les collections sont complètes et sont renfermées dans la salle des délibérations qui est propre à cette destination ». Ceux de 1957 et 1958 attestent encore que « toutes les archives sont conservées à la maison communale ». La situation des archives ressort également d'un inventaire des archives dressé en 1922 en vertu de l'article 100 de la loi communale du 30 mars 1836. Nous disposons aussi d'une correspondance entre l'administration communale et les Archives générales du Royaume, couvrant une période comprise entre 1958 et 1962, relative au dépôt des documents de plus de cent ans ainsi qu'à la surveillance et au classement des archives communales.

Nous disposons par ailleurs du rapport de l'inspection menée par Laurent Honoré à la commune de Chapelle-lez-Herlaimont le 19 novembre 2002. À cette date, les archives communales sont conservées sur deux sites : dans les bâtiments de la maison communale (16 place de l'Hôtel de Ville, 7160 Chapelle-lez-Herlaimont) et dans l'ancienne maison privée du docteur R. Darquenne, devenue bâtiment communal et abritant une partie des services communaux (8 rue du Huit Mai, 7160 Chapelle-lez-Herlaimont). Notons qu'une partie des archives des anciennes communes de Chapelle-lez-Herlaimont et Godarville était conservée aux archives de la ville de La Louvière ; déposées à La Louvière en 1990, ces archives seront de nouveau transférées à Chapelle-lez-Herlaimont en 2003. Les caves de la maison communale de Chapelle-lez-Herlaimont sont jugées adéquates à la conservation d'archives dans la mesure où l'espace théorique disponible de conservation ne manque pas. Néanmoins, lesdites caves ne sont pas entretenues : une épaisse couche de saleté et de poussière recouvre les documents.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune de Chapelle-lez-Herlaimont a signé, en date du 17 janvier 2019, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet « Archives locales de Wallonie » de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation de l'archiviste général du Royaume.

2. ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Chapelle-lez-Herlaimont suivant contrat de dépôt du 12 décembre 2019. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons le 11 février 2019 sous le n° 2532.

⁵ ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, *Dossiers centraux*, dossier « Commune de Chapelle-lez-Herlaimont ». Voir aussi les n° 13, 40 et 41 du présent inventaire.

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Godarville entre 1866 et 1977, couvrant de façon continue cette période. En effet, Godarville n'a pas constitué une commune à part entière avant 1866. Le fonds contient d'ailleurs des dossiers relatifs à la création de la commune ainsi que les registres aux délibérations du Conseil communal (1900-1976) et ceux du Collège échevinal (1936-1976). Il contient aussi des séries de listes électorales (1867-1978), des registres d'inscription des levées de milice (1867-1923) et la garde civique (1867-1892), ainsi que des dossiers relatifs aux établissements industriels de la commune (1873-1977). Les registres de la population n'ont en revanche pas été déposés aux Archives de l'État à Mons, la commune de Chapelle-lez-Herlaimont en demeurant seule détentrice et raison pour laquelle ces registres ne figurent pas dans le présent inventaire. La gestion de certains dossiers, entamés avant la fusion, a été poursuivie après 1977 par la nouvelle entité de Chapelle-lez-Herlaimont ; par souci de clarté, ces dossiers ont été intégrés au présent inventaire (voir les n° 32, 240, 324, 539-545, 577 et 578). Quelques documents relatifs à la création de la commune (voir le n° 20 du présent inventaire) et à la gestion des biens (voir les n° 70 et 77) remontent à 1864. Enfin, comme pièces remarquables, le fonds contient trois plaques d'identité militaire allemandes, liées à un dossier relatif à cinq soldats allemands tués lors d'une escarmouche avec une automitrailleuse américaine, la nuit du 6 au 7 septembre 1944⁶.

Procédons par grandes séries d'archives :

1. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIX^e siècle jusqu'à nos jours.

2. FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste,

⁶ Voir le n° 417 du présent inventaire.

qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

3. PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

4. ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

5. POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de

secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

Comme évoqué *supra*, les registres de population de l'ancienne commune de Godarville n'ont pas été déposés aux Archives de l'État à Mons, la commune de Chapelle-lez-Herlaimont en demeurant seule détentrice et raison pour laquelle ces registres ne figurent pas dans le présent inventaire.

6. ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

7. AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

8. TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

9. ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

10. BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIX^e siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

11. CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIX^e et XX^e siècles.

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

PLISNIER Flore. *Archives produites par les communes wallonnes (excepté les communes de la Communauté germanophone)*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2019. Tableaux de gestion et tableaux de tri, 252.

C. ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres de la population, les registres de l'état civil, les permis d'urbanisme et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie⁷. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du Tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État. Les séries des permis de bâtir se révèlent toutefois très lacunaires aux Archives de l'État à Mons.

D. MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

- Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué *a posteriori* est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif⁸. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.

⁷ <http://geoportail.wallonie.be>.

⁸ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou *a posteriori*, lors de leur « archivage », par une personne étrangère au service.

- Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.
- Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne⁹. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements
- XIV. Vie économique
- XV. Affaires sociales et réglementation du travail
- XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des

⁹ GADEYNE G., *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 – ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

C. LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

Outre le présent fonds, les Archives de l'État à Mons conservent un premier dépôt d'archives du producteur : *Archives de la commune de Godarville* (références : 524 – 053)¹⁰. Ce fonds contient des pièces datant des XIX^e et XX^e siècles et comprend notamment deux registres aux délibérations du Collège échevinal (1867-1909), deux registres aux délibérations du Conseil communal (1867-1900), un registre de matricule de livrets ouvriers (1867-1889), un registre des demandes d'autorisation de bâtir (1875-1898) et un registre contenant les procès-verbaux dressés par le garde champêtre Vital Paindavoine (1904-1909).

Afin de compléter l'information contenue dans le présent inventaire, le chercheur pourra aussi consulter le dossier d'enquête du Comité Hannonia relatif à la commune de Godarville¹¹.

Les archives provinciales postérieures à 1830 ont été détruites en 1940 lors de l'incendie du dépôt des Archives de l'État à Mons. Les archives subsistantes et les documents produits au niveau provincial depuis 1940 ont disparu en 1990 dans l'incendie du bâtiment qui les conservait à Mons (le Delta-Hainaut). Seules les archives des périodes française et hollandaise (Administration centrale et Préfecture du département de Jemappes de 1795 à 1814, Gouvernement provincial du Hainaut de 1814 à 1830) sont conservées aux Archives de l'État à Mons.

Enfin, les fonds et collections des Archives de l'État accessibles via le moteur de recherche search.arch.be ou via le portail cartographique www.cartesius.be permettent d'approfondir la recherche sur un grand nombre de sujets dépassant les frontières communales.

B. BIBLIOGRAPHIE

DARQUENNE R., *Chapelle-lez-Herlaimont : son histoire, ses gens*, La Louvière, 1981.

DARQUENNE R., *À la découverte des rues et chemins de Chapelle, Godarville, Piéton*, Chapelle-lez-Herlaimont, 1991.

DARQUENNE R., *El Tchapel è ses tchats : petite histoire illustrée de Chapelle-lez-Herlaimont*, Chapelle-lez-Herlaimont, 1997.

¹⁰ WELLENS R., « Godarville », in *Archives communales : inventaires*, t. II, Bruxelles, 1972, p. 122-123.

¹¹ AÉM, *Comité Hannonia*, n° 163.

- DE SEYN E., *Dictionnaire historique et géographique des communes belges*, 2^e éd., t. I, Bruxelles, 1933, p. 454.
- HAROU A., *Le folklore de Godarville (Hainaut)*, Anvers, 1893 [rééd. Paris, 2018].
- HAROU A., « Notice sur les communes de Gouy-lez-Piéton et de Godarville », in *Bulletin de la Société belge de Géographie*, t. XVII, 1893, p. 437-452.
- HASQUIN H., *Communes de Belgique, dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 1 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 570.
- Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Hainaut*, Bruxelles, 2009, p. 138-139.
- Le patrimoine monumental de la Belgique : Wallonie*, vol. 20, Province de Hainaut : arrondissement de Charleroi, Liège, 1994, p. 67-69.
- SPITTAELS F., *Transports et communications à Chapelle – Godarville – Piéton*, Chapelle-lez-Herlaimont, 1994.
- VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen*, Louvain, 2000, 3 vol.

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

L'entrée de ce fonds aux Archives de l'État et les opérations d'inventaire ont été réalisées dans le cadre du projet « Archives locales de Wallonie ». Ce projet se donne pour but d'aider les villes, communes et centres publics d'action sociale à mieux gérer leurs archives et de leur permettre de les déposer dans le respect des prescriptions légales. Vincent Pirlot, responsable du projet, a supervisé le tri, la rédaction d'un bordereau d'élimination et la préparation du dépôt dans les locaux communaux. L'élaboration de cet instrument de recherche est ensuite intervenue en plusieurs étapes dans le courant de l'année 2020. Les pièces comptables, les dossiers de milice et un ensemble de pièces sérielles ont principalement été traités par André Godart, bénévole aux Archives de l'État à Mons. Benjamin Brichard, attaché en charge du projet, s'est chargé de la description des pièces restantes et de la rédaction de la description générale du fonds. Ce travail a été terminé en 2020. Laurent Honnoré, chef de service, Vincent Pirlot, chef de projet, et Sébastien Dubois, directeur opérationnel, ont relu l'inventaire et apporté diverses corrections avant publication.

L'inventaire est conforme à la norme ISAD(G) et aux *Directives relatives au contenu et à la forme d'un inventaire d'archives* des Archives de l'État (version d'août 2014).

INVENTAIRE

I. GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|--------|--|-----------|
| 1-8. | Registres aux délibérations du Conseil communal.
1900-1976. | 8 volumes |
| 1. | 6 août 1900 – 28 février 1914. | |
| 2. | 4 août 1914 – 18 septembre 1920. | |
| 3. | 20 novembre 1920 – 15 octobre 1927. | |
| 4. | 15 octobre 1927 – 14 mai 1952. | |
| 5. | 21 juin 1952 – 12 août 1967. | |
| 6. | 28 octobre 1967 – 27 février 1971. | |
| 7. | 16 avril 1971 – 27 décembre 1975. | |
| 8. | 27 mars 1976 – 18 décembre 1976. | |
| 9-12. | Registres aux délibérations du Collège échevinal.
1936-1976. | 4 volumes |
| 9. | 26 mars 1936 – 14 avril 1955. | |
| 10. | 21 avril 1955 – 14 janvier 1971. | |
| 11. | 21 janvier 1971 – 31 août 1974. | |
| 12. | 14 septembre 1974 – 22 décembre 1976. | |
| 13. | Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune.
1896-1897, 1954-1959. | 1 chemise |
| 14. | Registre aux publications.
1903-1913. | 1 cahier |
| 15-16. | Répertoires des actes
1903-1940. | 2 cahiers |
| 15. | 6 avril 1903 – 6 janvier 1932. | |
| 16. | 3 octobre 1930 – 10 avril 1940. | |
| 17-19. | Registres-indicateurs de la correspondance entrante et sortante.
1955-1969. | 3 volumes |
| 17. | 1955-1958. | |
| 18. | 1960-1964. | |
| 19. | 1967-1969. | |

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

- 20-21. Dossiers relatifs à la création de la commune.
1864-1879, 1889-1892. 1 chemise et 1 liasse
20. Partages de biens entre la commune de Gouy-lez-Piéton et celle de Godarville.
1864-1879, 1889-1892. 1 liasse
Présence de deux plans.
21. Exposé des litiges existant entre la commune de Gouy-lez-Piéton et celle de Godarville.
1867-1873. 1 chemise
22. Tampon de la commune de Godarville.
[1^{er} quart XX^e siècle]. 1 pièce
- 23-30. Dossiers relatifs aux coopérations intercommunales.
1920-1976. 5 chemises et 3 liasses
23. Hospice intercommunal.
1920-1930. 1 chemise
Présence de deux plans.
24. Association intercommunale d'électricité du bassin de Charleroi (IEBC).
1939-1941, 1960-1961. 1 liasse
25. Association intercommunale des immondices de la région du Centre (ASSIM).
1953. 1 chemise
26. Union intercommunale pour l'étude et la gestion des services publics à caractère industriel et commercial (IEGSP).
1958-1962, 1973. 1 liasse
27. Association intercommunale pour le développement économique et l'aménagement des régions du Centre et du Borinage (IDEA).
1962-1963. 1 chemise
28. Société nationale des distributions d'eau (SNDE).
1966-1976. 1 liasse
Présence de plans. Consulter également les n° 596 et 597.
29. Association intercommunale d'œuvres médico-sociales de Morlanwelz-Mariemont et environs.
1969. 1 chemise
30. Association intercommunale mixte hennuyère de Mécanographie (AIHM).
1969-1970. 1 chemise
31. Dossier relatif à la fusion des communes.
1972-1976. 1 liasse
Présence d'un plan.
32. Index des rues.
1^{er} janvier 1981. 1 cahier

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

- 33-37. Dossiers individuels des bourgmestres.
1867-1927. 5 chemises
33. Joachim Castelain.
1867-1868.
34. Henri Paulus.
1869-1891.
35. François Thomas.
1896-1904.
36. Charles Haroux.
1908.
37. Edgard-Joseph Seure.
1912-1927.
38. Dossier relatif aux nominations et aux démissions des bourgmestres et échevins.
1867-1883, 1908-1958. 1 liasse
39. Billets de tirage au sort des échevins.
[1^{re} moitié XX^e siècle]. 21 pièces

C. ORGANISATION DU SERVICE DES ARCHIVES

40. Inventaire des archives communales.
1922. 1 volume
41. Correspondance entre l'Administration communale et les Archives générales du
Royaume.
1958-1962. 1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

1. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX

42. Relevé du personnel.
1945-1956. 1 pièce
43. Registre du personnel.
[1945-1968]. 1 cahier

2. DOSSIERS ÉTABLIS À LA SUITE DE FAITS PARTICULIERS

- 44-45. Dossiers relatifs aux distinctions honorifiques.
1877-1947. 2 chemises
44. Décorations civiques.
1877-1939.
45. Actes de courage, de dévouement et d'humanité.
1910-1947.

3. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

- 46-49. Dossiers individuels des receveurs communaux.
1876, 1883-1938. 2 pièces et 2 chemises
46. Émile Castelain.
29 avril 1876. 1 pièce
Consiste en un acte de prestation de serment.
47. Félicien Seure.
26 décembre 1876. 1 pièce
Consiste en un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal.
48. Honoré Capette.
1883-1934. 1 chemise
Présence d'un compte de clerc-à-maître ainsi que d'un acte notarié.
49. Léandre Cornet.
1928-1938. 1 chemise
Présence de deux comptes de clerc-à-maître.
- 50-55. Dossiers individuels des secrétaires communaux.
1888-1975. 6 chemises
50. Émile Thomas.
1888.
51. Vital Castelain.
1903-1914.
52. Oscar Bille.
1919-1924.
Secrétaire intérimaire.
53. Raoul Lecomte.
1914-1972.
54. Robert Stassin.
1953-1954.
Secrétaire intérimaire.
55. Oscar Castelain.
1954-1975.
- 56-58. Dossiers individuels des gardes champêtres.
1869-1893, 1904-1949. 3 chemises
Consulter également le n° 429.
56. Désiré Plumet.
1869-1893.
57. Vital Paindaveine.
1904-1942.
58. Camille Godefroid.
1942-1949.

4. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER

785. Dossier relatif aux employés commis au service du ravitaillement.
1941-1947. 1 liasse

5. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Consulter également le n° 660.

59-69.	Dossiers individuels du personnel enseignant. 1867-1956.	1 pièce et 10 chemises
59.	Nathalie Debry (sœur Céline). 1867-1879.	1 chemise
60.	Florent Haveau. 1868-1890.	1 chemise
61.	Julie Lefebvre. 1870-1879.	1 chemise
62.	Auguste Chapelle. 1873-1905.	1 chemise
63.	Léon Dupont. 1877-1893.	1 chemise
64.	Élisa Navarre-Wilmé. 1880-1908.	1 chemise
65.	Mathilde Mathys. 1880-1922.	1 chemise
66.	Julia Larbalestrier. 1882.	1 chemise
67.	Julie Letellier. 1890-1922.	1 chemise
68.	François Francotte. 1892-1956.	1 chemise
69.	Émilie Capette. 20 janvier 1908. Consiste en un arrêté du gouverneur de la province de Hainaut.	1 pièce

III. PATRIMOINE

Consulter également les n° 557, 565, 582, 590, 595 et 641.

70-76.	Dossiers relatifs à la gestion des biens patrimoniaux. 1864-1957, 1959-1973.	4 chemises et 3 liasses
70.	Rentes. 1864-1874, 1891-1906.	1 chemise
71.	Ventes d'excédents de terrains. 1866-1886. Présence d'un plan.	1 chemise
72.	Locations de biens. 1871-1934, 1957. Présence d'actes notariés et de plans.	1 liasse
73.	Locations du droit de chasse. 1872, 1891-1902.	1 chemise
74.	Aliénations. 1890, 1911-1954, 1972-1973. Présence de plans.	1 liasse
75.	Locations et aliénations de biens emphytéotiques. 1893, 1907-1956. Présence d'actes notariés et de plans.	1 liasse

76.	Acquisitions. 1959-1971. Présence d'actes notariés.	1 chemise
77.	Bordereaux d'inscription de rentes renouvelées. 1864, 1874.	1 chemise
78.	Livre-sommier des biens et droits immobiliers, rentes et valeurs de portefeuille productives d'intérêt. 1867-1973.	1 cahier
79.	Registre-sommier des biens immeubles, des fermages, des fonds publics et des rentes foncières. 1914-1944. En mauvais état.	1 volume

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

80-90.	Budgets annuels. 1867-1881, 1883-1977.	1 chemise, 9 liasses et 1 volume
80.	1867-1881.	1 volume
81.	1883-1889.	1 chemise
82.	1890-1899.	1 liasse
83.	1900-1909.	1 liasse
84.	1910-1919.	1 liasse
85.	1920-1929.	1 liasse
86.	1930-1939.	1 liasse
87.	1940-1949.	1 liasse
88.	1950-1959.	1 liasse
89.	1960-1969.	1 liasse
90.	1970-1977.	1 liasse
91-97.	Appendices aux budgets annuels. 1870, 1880, 1882-1939.	2 chemises et 5 liasses
91.	1870.	1 chemise
92.	1880, 1882-1889.	1 chemise
93.	1890-1899.	1 liasse
94.	1900-1909.	1 liasse
95.	1910-1919.	1 liasse
96.	1920-1929.	1 liasse
97.	1930-1939.	1 liasse

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

98-112.	Grands-livres des recettes et dépenses. 1937, 1939-1941, 1958, 1960-1967, 1970, 1972.	9 chemises et 6 liasses
98.	1937.	1 chemise
99.	1939.	1 chemise

100.	1940.	1 chemise
101.	1941.	1 chemise
102.	1958.	1 liasse
103.	1960.	1 liasse
104.	1961.	1 chemise
105.	1962.	1 liasse
106.	1963.	1 liasse
107.	1964.	1 chemise
108.	1965.	1 chemise
109.	1966.	1 chemise
110.	1967.	1 chemise
111.	1970.	1 liasse
112.	1972.	1 liasse
113-115.	Bordereaux des grands-livres des recettes et dépenses. 1940-1942.	3 liasses
113.	1940.	
114.	1941.	
115.	1942.	

3. EMPRUNTS

116-118.	Registres des emprunts. 1949-1976.	3 volumes
116.	1949-1975.	
117.	1952-1967.	
118.	1972-1976.	

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

119-131.	Grands-livres des recettes et dépenses. 1938, 1947-1949, 1953-1956, 1968-1969, 1973-1976.	6 chemises et 7 liasses
119.	1938.	1 liasse
120.	1947.	1 chemise
121.	1948.	1 chemise
122.	1949.	1 chemise
123.	1953.	1 chemise
124.	1955.	1 chemise
125.	1956.	1 chemise
126.	1968.	1 liasse
127.	1969.	1 liasse
128.	1973.	1 liasse
129.	1974.	1 liasse
130.	1975.	1 liasse
131.	1976.	1 liasse

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

132-141.	Comptes annuels. 1867-1949, 1968-1975.	5 chemises, 4 liasses et 1 volume
132.	1867-1882.	1 volume
133.	1882-1889.	1 chemise
134.	1890-1896, 1898-1899.	1 chemise
135.	1900-1909.	1 chemise
136.	1910-1919.	1 chemise
137.	1920-1929.	1 liasse
138.	1930-1939.	1 liasse
139.	1940-1949.	1 liasse
140.	1968-1969.	1 chemise
141.	1970-1975.	1 liasse
142-220.	Pièces justificatives aux comptes. 1932-1936, 1939-1947, 1949-1976. Présence des grands-livres des recettes et dépenses du receveur dans tous les dossiers. Les pièces de 1937, couvertes de moisissures, ont dû être éliminées.	10 chemises, 21 liasses et 49 volumes
142.	1932.	1 liasse
143.	1933.	1 liasse
144.	1934.	1 liasse
145.	1935.	1 liasse
146.	1936.	1 liasse
147.	1939.	1 liasse
148.	1940.	1 liasse
149.	1941.	1 liasse
150.	1942.	1 liasse
151.	1943.	1 liasse
152.	1944.	1 liasse
153.	1945.	1 liasse
154.	1946.	1 liasse
155.	1947.	1 liasse
786.	1948.	1 liasse
156.	1949.	1 chemise
157-158.	1950.	2 liasses
157.	1 ^{re} partie.	
158.	2 ^{de} partie.	
159.	1951.	1 chemise
160.	1952.	1 chemise
161.	1953.	1 chemise
162.	1954.	1 chemise
163.	1955.	1 chemise
164.	1956.	1 liasse
165.	1957.	1 chemise
166.	1958.	1 chemise
167.	1959.	1 chemise
168.	1960.	1 chemise

169-171.	1961.	3 volumes
169.	Recettes.	
170.	Dépenses (articles 2-68).	
171.	Dépenses (articles 70-170).	
172-174.	1962.	3 volumes
172.	Recettes.	
173.	Dépenses (articles 1-32).	
174.	Dépenses (articles 32-102).	
175-177.	1963.	3 volumes
175.	Recettes.	
176.	Dépenses (articles 1-71).	
177.	Dépenses (articles 74-177).	
178-180.	1964.	3 volumes
178.	Recettes.	
179.	Dépenses (articles 1-86).	
180.	Dépenses (articles 88-177).	
181-183.	1965.	3 volumes
181.	Recettes.	
182.	Dépenses (articles 1-86).	
183.	Dépenses (articles 88-170).	
184-186.	1966.	3 volumes
184.	Recettes.	
185.	Dépenses (articles 1-65).	
186.	Dépenses (articles 67-177).	
187-189.	1967.	3 volumes
187.	Recettes et dépenses (articles 1-32).	
188.	Dépenses (articles 32-95).	
189.	Dépenses (articles 97-177).	
190-193.	1968.	4 volumes
190.	Recettes et dépenses (articles 1-23).	
191.	Dépenses (articles 24-58).	
192.	Dépenses (articles 60-115).	
193.	Dépenses (articles 116-180).	
194-197.	1969.	4 volumes
194.	Recettes.	
195.	Dépenses (articles 00/00 – 102/123).	
196.	Dépenses (articles 102/125 – 721/124).	
197.	Dépenses (articles 721/124 – 948/127).	
198-200.	1970.	3 volumes
198.	Recettes et dépenses (articles 2-23).	
199.	Dépenses (articles 102/123 – 721/111).	
200.	Dépenses (articles 721/112 – 970/123).	
201-203.	1971.	3 volumes
201.	Recettes et dépenses (articles 00/00 – 102/111).	

202.	Dépenses (articles 102/112 – 444/140).	
203.	Dépenses (articles 562/123 – 970/123).	
204-207.	1972.	4 volumes
204.	Recettes et dépenses (articles 00/00 – 101/121).	
205.	Dépenses (articles 102/111 – 340/117).	
206.	Dépenses (articles 340/121 – 721/124).	
207.	Dépenses (articles 721/125 – 970/123).	
208-210.	1973.	3 volumes
208.	Recettes et dépenses (articles 00/00 – 102/122).	
209.	Dépenses (articles 102/123 – 622/332).	
210.	Dépenses (articles 721/111 – 970/123).	
211-214.	1974.	4 volumes
211.	Recettes et dépenses (articles 00/00 – 101/116).	
212.	Dépenses (articles 102-111).	
213.	Dépenses (articles 101/121 – 721/113).	
214.	Dépenses (articles 721/123 – 948/911).	
215-217.	1975.	3 volumes
215.	Recettes et dépenses (articles 00/00 – 102/111).	
216.	Dépenses (articles 102/112 – 444/140).	
217.	Dépenses (articles 511/123 – 970/123).	
218-220.	1976.	3 liasses
218.	1 ^{re} partie.	
219.	2 ^e partie.	
220.	3 ^e partie.	
3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR		
221-223.	Comptes de clerc-à-maître et de fin de gestion. 1932-1964.	3 cahiers
---	Compte de clerc-à-maître rendu par les héritiers de feu Honoré Capette à Edmond Brunard. 1932. Consulter le n° 48.	
---	Compte de clerc-à-maître rendu par Edmond Brunard à Léandre Cornet. 1932. Consulter le n° 49.	
---	Compte de clerc-à-maître de Léandre Cornet, receveur communal nommé receveur régional. 1938. Consulter le n° 49.	
221.	Compte de clerc-à-maître passé entre Léandre Cornet et Émile Nicaise. 1958.	
222.	Compte de fin de gestion rendu par Fernand Lavendy à Joseph Lechien. 1959.	

223. Compte de fin de gestion rendu par les héritiers de Joseph Lechien à son successeur Jacques Tonka.
1964.

C. IMPOSITIONS ET TAXES COMMUNALES

224. Dossier relatif au droit de chausséage.
1876-1890. 1 chemise
Présence de plans et d'affiches.
- 225-238. Rôles de taxes.
1903, 1915-1917, 1930-1976. 1 pièce, 2 cahiers, 7 chemises et 4 liasses
225. Expertise sur les viandes de boucherie.
1903. 1 pièce
Consiste en un renouvellement des taxes d'expertise du Service d'inspection des viandes.
226. Contributions foncières.
1915-1916. 1 chemise
230. Chiens, véhicules, débits de boissons et de tabac.
1917, 1938-1973. 1 liasse
227. Taxe rémunératoire de voirie basée sur le revenu cadastral bâti et non bâti.
1930. 1 cahier
228. Débits de boissons et de tabacs, chaudières, moteurs et personnel occupé.
1930. 1 cahier
229. Véhicules ordinaires.
1931-1932. 1 chemise
232. Traitements, salaires et taxes.
1938-1948. 1 chemise
231. Personnel occupé et force motrice.
1938-1964. 1 liasse
233. Entretien et amélioration de la voirie vicinale.
1938-1943, 1960-1961, 1970-1971. 1 liasse
234. Vélocipèdes.
1942. 1 chemise
236. Distributeurs de carburant.
1951-1953, 1965-1966. 1 chemise
235. Travaux de curage des cours d'eau.
1953. 1 chemise
238. Enseignes.
1956-1973. 1 chemise
237. Enlèvement des immondices.
1960-1961, 1970-1976. 1 liasse
239. Répertoire du porteur de contraintes.
1904-1938. 1 cahier
240. Registre des déclarations d'abattage d'animaux soumis à l'expertise.
1974-1979. 1 cahier

D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE

241. Dossier relatif à la division des pièces cadastrales de la commune de Gouy-lez-Piéton lors de l'érection du hameau de Godarville en commune distincte.
1866-1867. 1 chemise
242. État des changements survenus dans les propriétés foncières.
1965-1970. 1 cahier
- 243-244. Matrices cadastrales mécanisées (212 PM).
1968-1977. 2 volumes
243. Volume 1 (articles 85-1200).
244. Volume 2 (articles 1201-1664).

V. ÉTAT CIVIL

- 245-248. Registres aux déclarations de naturalité.
1904-1953. 4 cahiers
245. 1904.
246. 1907-1919.
247. 1922-1928.
248. 1929-1937, 1953.
249. Arrêtés d'exhumation.
11 mars 1968. 2 pièces

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

- 250-260. Relevés généraux des mouvements de la population.
1867-1889, 1901-1908, 1910, 1913, 1919-1976. 11 chemises
250. 1867-1869.
251. 1870-1879.
252. 1880-1889.
253. 1901-1908.
254. 1910, 1913, 1919.
255. 1920-1929.
256. 1930-1939.
257. 1940-1949.
258. 1950-1959.
259. 1960-1969.
260. 1970-1976.
261. Tableaux contenant les noms des chefs de famille sortis de la commune.
1868-1882. 1 cahier
- 262-269. Registres des entrées.
1868-1976. 2 cahiers et 6 volumes
262. 1868-1882. 1 cahier
263. 1883-1890. 1 cahier

---	1890-1895. Consulter le n° 276.	
264.	1895-1901.	1 volume
265.	1901-1910.	1 volume
266.	1911-1931.	1 volume
267.	1931-1956.	1 volume
268.	1956-1969.	1 volume
269.	1970-1976.	1 volume
270-275.	Registres des sorties. 1883-1931, 1957-1976.	1 cahier et 5 volumes
270.	1883-1890.	1 cahier
---	1890-1895. Consulter le n° 276.	
271.	1895-1901.	1 volume
272.	1901-1910.	1 volume
273.	1911-1931.	1 volume
274.	1957-1970.	1 volume
275.	1971-1976.	1 volume
276.	Registre des entrées et sorties. 1890-1895.	1 volume
277-278.	Registres des radiations d'office. 1904-1976.	2 volumes
277.	1904-1953.	
278.	1953-1976.	

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

Consulter également les n° 425 à 428.

279-283.	Recensements généraux de la population. 1876, 1880, 1890, 1920, 1961.	2 pièces et 4 chemises
279.	1876.	1 chemise
280.	1880.	1 chemise
281.	1890.	2 pièces
282.	1920.	1 chemise
283.	1961.	1 chemise
284.	Relevés généraux du mouvement de la population. 1924-1957.	1 chemise
285.	Pièce relative aux modifications à la numérotation des immeubles. 17 mai 1962. Consiste en une lettre du bourgmestre adressée au receveur du II ^e Bureau de l'Enregistrement et des Domaines de Seneffe.	1 pièce

C. ÉTRANGERS

286.	Dossier relatif à la Police des étrangers. 1886-1910, 1927.	1 chemise
------	--	-----------

- 287-288. Registres des étrangers.
1920-1956. 2 volumes
287. 1920-1948.
288. 1948-1956.

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

289. Listes des électeurs généraux et provinciaux.
1867-1869. 1 chemise
- 290-294. Listes des électeurs communaux.
1867-1869, 1890, 1920. 5 cahiers
290. 1867.
291. 1868.
292. 1869.
293. 1890.
294. 1920.
- 295-324. Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux.
1897-1915, 1925-1927, 1929-1936, 1958-1962, 1969-1978. 30 cahiers
295. 1897-1898.
296. 1898-1899.
297. 1899-1900.
298. 1900-1901.
299. 1901-1902.
300. 1902-1903.
301. 1903-1904.
302. 1904-1905.
303. 1905-1906.
304. 1906-1907.
305. 1907-1908.
306. 1908-1909.
307. 1909-1910.
308. 1910-1911.
309. 1911-1912.
310. 1913-1914.
311. 1914-1915.
312. 1925-1926.
313. 1926-1927.
314. 1926-1927.
Consiste en une annexe aux listes électorales entrées en vigueur le 1^{er} mai 1926.
315. 1929-1930.
316. 1931-1932.
317. 1933-1935.
318. 1936.
319. 1958-1960.
320. 1960-1962.
321. 1969-1971.

322.	1972-1974.	
323.	1974-1976.	
324.	1976-1978.	
325-327.	Listes des électeurs généraux. 1919, 1924-1925.	3 cahiers
325.	1919.	
326.	1924-1925. Électeurs nouveaux.	
327.	1924-1925. Électeurs rayés.	
328-333.	Listes des électeurs généraux et communaux. 1921-1922, 1938, 1946, 1948-1952.	6 cahiers
328.	1921-1922.	
329.	1938.	
330.	1946.	
331.	1948.	
332.	1949-1952.	
333.	1952.	
334.	Listes des jurés pour la Cour d'assises. 1891-1920, 1932-1973.	1 chemise
335.	Extraits de la liste des ouvriers réunissant les conditions requises pour élire les membres du Conseil de Prud'hommes. 1950.	1 chemise
B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES		
336.	Registre des condamnations et décisions emportant privation du droit de vote. 1886-1945.	1 cahier
337.	Dossier relatif aux révisions des listes électorales. 1870-1896.	1 chemise
338.	Registre aux arrêtés du Collège communal relatifs aux réclamations électorales. 1894-1913.	1 cahier
339.	Registre d'inscription des décisions du Collège communal relatives aux réclamations électorales. 1976.	1 cahier
C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS		
340-362.	Dossiers des élections communales. 1869-1970.	23 chemises
340.	1869.	
341.	1872.	
342.	1878.	
343.	1881.	
344.	1884.	
345.	1890.	
346.	1895.	

347.	1896.	
348.	1899.	
349.	1903.	
350.	1907.	
351.	1911.	
352.	1912.	
353.	1921.	
354.	1926.	
355.	1932.	
356.	1938.	
357.	1939.	
358.	1946.	
359.	1952.	
360.	1958.	
361.	1964.	
362.	1970.	
363-365.	Dossiers des élections législatives. 1894, 1908, 1912.	3 chemises
	363. 1894.	
	364. 1908.	
	365. 1912.	
366-367.	Dossiers des élections provinciales. 1894, 1912.	2 chemises
	366. 1894.	
	367. 1912.	
368.	Dossier relatif à la consultation populaire du 12 mars 1950 sur la question royale. 1949-1950.	1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE ET VOLONTAIRES (1817-1976)

1. 1817-1923

369-375.	Registres d'inscription et listes alphabétiques. 1867-1923.	6 liasses et 1 volume
	369. 1867-1882.	1 volume
	370. 1870, 1872-1879.	1 liasse
	371. 1880-1889.	1 liasse
	372. 1890-1899.	1 liasse
	373. 1900-1909.	1 liasse
	374. 1910-1919.	1 liasse
	375. 1920-1923.	1 liasse
376-379.	Registres des militaires en congé illimité. 1867-1923.	2 cahiers et 2 volumes
	376. 1867-1884. En mauvais état.	1 cahier

377.	1874-1896.	1 volume
378.	1886-1919. En mauvais état.	1 cahier
379.	1907-1923.	1 volume
380-386.	Dossiers relatifs aux levées de milice. 1867-1868, 1870-1914.	1 chemise et 6 liasses
380.	1867-1868.	1 chemise
381.	1870-1879.	1 liasse
382.	1880-1889.	1 liasse
383.	1890-1894.	1 liasse
384.	1895-1899.	1 liasse
385.	1900-1909.	1 liasse
386.	1910-1914.	1 liasse
387.	Dossier relatif au litige concernant la pension d'Augustin Lecomte, caporal réformé. 1868-1876.	1 chemise
388-390.	Dossiers relatifs aux arrêts rendus par la Cour d'appel de Bruxelles concernant les affaires de milice. 1892-1902.	2 chemises et 1 liasse
388.	1892-1894.	1 chemise
389.	1895-1899.	1 liasse
390.	1900-1902.	1 chemise
391.	Registre des militaires en congé illimité. 1906-1928.	1 volume
392.	Liste des personnes ayant introduit une demande de rémunération en raison du service de milicien. 1913.	1 chemise
2. 1924-1976		
---	Registre des militaires en congé illimité. 1906-1928. Consulter le n° 391.	1 volume
393-398.	Dossiers de levées de milice. 1924-1975.	1 chemise et 5 liasses
393.	1924-1929.	1 liasse
394.	1930-1939.	1 liasse
395.	1940-1949.	1 liasse
396.	1950-1959.	1 liasse
397.	1960-1969.	1 liasse
398.	1970-1975.	1 chemise
400.	Fiches de militaires en congé illimité. 1937-1964.	1 liasse
399.	Livre de recettes et dépenses relatives aux indemnités de milice. 1946-1949.	1 cahier

B. GARDE CIVIQUE (1830-1921)

- 401-404. Registres d'inscription.
1867-1875, 1886-1888, 1890-1892. 2 chemises et 2 liasses
401. 1867-1869. 1 chemise
402. 1870-1875. 1 chemise
403. 1886-1888. 1 liasse
404. 1890-1892. 1 liasse
- 405-407. Dossiers relatifs aux élections de la garde civique.
1869, 1886, 1911. 3 chemises
405. 1869.
406. 1886.
407. 1911.
408. Listes alphabétiques de la garde civique non active.
1902, 1910-1911. 1 chemise

C. GUERRES ET CONSÉQUENCES

409. Dossier relatif aux réquisitions de chevaux.
1917. 1 chemise
410. Dossier relatif à la création d'une œuvre d'aide aux familles des mobilisés par
l'association des anciens combattants de la commune.
1939. 1 chemise
Contient une liste des mobilisés.
411. Dossier relatif aux travaux de construction de tranchées-abris.
1939, 1944. 1 chemise
412. Dossier relatif aux victimes inhumées dans le cimetière communal.
1940-1944. 1 chemise
413. Dossier relatif aux dommages de guerre.
1941-1946. 1 chemise
414. Dossier relatif à l'épuration civique.
1942-1947. 1 liasse
415. Listes de combattants et de prisonniers de la guerre 1940-1945.
[1945-1950]. 1 chemise
416. Dossier relatif au service de la rééducation, du reclassement et des tutelles.
1947-1951. 1 chemise
417. Dossier relatif aux cinq militaires allemands tués par des soldats américains le
7 septembre 1944 et inhumés le même jour au cimetière de la commune.
1948. 1 chemise
Présence de trois plaques d'identité militaire allemandes.
418. Registre des procès-verbaux des assemblées de la section locale de la Fédération
nationale des Combattants.
1955-1962. 1 cahier

D. RAVITAILLEMENT

Consulter également le n° 785.

419. Dossier relatif au ravitaillement.
1915-1920. 1 chemise
420. Registre aux procès-verbaux des séances de la section locale des Magasins
communaux du Centre.
16 avril 1916 – 31 mars 1918. 1 volume
Consulter également le n° 422.
421. Souchiers de passavants délivrés pour le transport de grains.
1919-1920. 1 chemise
422. Tampon de la section locale des Magasins communaux du Centre.
[1^{er} quart XX^e siècle]. 1 pièce
Consulter également le n° 420.
423. Registre aux délibérations du Comité de secours et de ravitaillement.
17 juin 1940 – 8 octobre 1940. 1 volume
424. Registre des entrées et sorties des marchandises.
1940. 1 cahier
- 425-428. Dossiers relatifs aux cartes de ravitaillement.
1940-1970. 2 liasses et 2 volumes
425. Inventaires périodiques des cartes de ravitaillement.
1940-1970. 1 liasse
Contient des listes nominatives d'habitants de la commune de Godarville ravitaillés
par une autre commune pour la période 1942-1943.
426. Relevés périodiques des mutations.
1952-1957. 1 liasse
- 427-428. Registres d'inscription des cartes de ravitaillement.
1957-1964. 2 volumes
427. 1957-1959.
428. 1959-1964.

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. GÉNÉRALITÉS

429. Rapports semestriels des gardes champêtres.
1890-1946. 1 chemise
430. Dossier relatif aux armes cédées au corps de police de la commune par le grand
parc de campagne de l'Armée.
1922-1924. 1 chemise

2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

431. Dossier relatif aux vérifications bisannuelles des poids, mesures et instruments de pesage.
1901-1910. 1 chemise
432. Registre des personnes autorisées à installer et à entretenir des colombiers de pigeons voyageurs.
1924-1975. 1 cahier
433. Dossier relatif au maintien de l'ordre public.
1955-1976. 1 chemise
434. Dossier relatif à l'organisation de manifestations publiques.
1953-1976. 1 chemise
435. Dossier relatif aux courses de vitesse sur route.
1958-1976. 1 chemise

3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

436. Dossier relatif à la détention d'armes et de munitions.
1928-1946, 1961-1974. 1 chemise
437. Dossier relatif aux bâtiments et aux clôtures menaçant ruine.
1958-1962. 1 chemise
Présence d'un plan.

4. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

- 438-439. Actes de jugements.
1867-1887. 2 chemises
438. Tribunal de simple police.
1867-1874.
439. Pro justitia.
1869-1887.
440. Exploits d'huissiers.
1921-1926, 1939. 1 chemise
- 441-443. Registres-répertoires des exploits d'huissiers.
1957-1959, 1966-1976. 3 cahiers
441. 1957-1959.
442. 1966-1973.
443. 1973-1976.

B. SERVICE D'INCENDIE

444. Dossier relatif à l'organisation des secours en cas d'incendie.
1935-1939, 1955, 1973. 1 chemise
445. Rapports d'incendie.
1973-1976. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

1. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

446. Dossier relatif à l'inspection médicale scolaire.
1917-1921, 1941. 1 chemise
447. Rapports médicaux mensuels.
1920-1944, 1953-1960. 1 liasse
448. Rapports semestriels sur l'état des bâtiments et locaux scolaires.
1962-1964. 1 chemise

2. SERVICE COMMUNAL DE VIDANGE ET DE NETTOYAGE / IMMONDICES

449. Dossier relatif aux collectes et au traitement des immondices.
1966-1974. 1 chemise
Présence de plans.

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. SURVEILLANCE DE LA PRATIQUE MÉDICALE

450. Dossier relatif aux personnes autorisées à pratiquer l'art de guérir.
1918-1949. 1 chemise

2. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

- 451-454. Dossiers relatifs à la vaccination antivariolique.
1872-1968. 1 cahier et 3 chemises
451. Listes des enfants vaccinés.
1872, 1892-1893, 1916, 1953-1968. 1 chemise
452. Tableaux des vaccinations.
1897-1910, 1940-1951. 1 chemise
453. Listes semestrielles des vaccinations.
1907-1917. 1 chemise
454. Registre spécial des enfants vaccinés.
1941-1951. 1 cahier
455. Listes des enfants vaccinés contre la poliomyélite.
1958-1959. 1 chemise

3. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

Consulter également le n° 240.

456. Dossier relatif aux expertises sur les viandes de boucherie.
1891-1893. 1 chemise
457. Relevés mensuels des animaux abattus.
1891-1894. 1 chemise

4. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES		
458.	Dossier relatif à la police sanitaire des animaux domestiques. 1927-1940, 1964.	1 chemise
5. ANALYSE DE L'EAU POTABLE		
459.	Rapports d'analyse bactériologique des eaux. 1955-1961.	1 chemise
6. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES		
460-507.	Dossiers relatifs aux établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1873-1977.	3 pièces, 42 chemises et 4 liasses
460.	Brasseries. 1873-1902. Présence de plans.	1 chemise
461.	Briqueteries pour une saison. 1881-1938. Présence de plans.	1 liasse
462.	SA Fonderies Denis. 1889-1890, 1916-1934. Consulter également les n° 714.	1 chemise
463-465.	Fabriques d'allumettes. 1904-1936.	3 chemises
463.	SA Vital Mary. 1904-1913. Présence de plans. Voir également le n° 614.	
464.	SA La Fontaine. 1921-1929.	
465.	SA Eagle Match. 1930-1936. Présence d'un plan.	
466.	Atelier mécanique de modelage et de menuiserie Perniaux. 1905, 1930-1931. Présence d'un plan.	1 chemise
467.	Abattoirs particuliers. 1905-1907, 1925-1926, 1935-1971. Présence de plans.	1 chemise
468-470.	Ateliers de forgeage et d'estampage. 1909-1968. Présence de plans.	2 chemises et 1 liasse
468.	Bruyenbroeck Frères. 1909, 1930-1932, 1945-1968.	1 chemise
469.	SA Forgestam. 1946-1949.	1 chemise
470.	SA des Ateliers de Godarville. 1909-1941.	1 liasse

471.	Briqueteries permanentes. 1910, 1934-1935, 1946-1947. Présence de plans.	1 chemise
472.	Moteurs électriques. 1914-1938.	1 chemise
473.	Cinémas. 1919, 1952. Présence d'un plan. Concerne l'installation d'un cinéma à la Maison du peuple au profit des œuvres de guerre (1919) et celle du cinéma « Le Foyer », rue de la Station, sollicitée par le curé René Signet (1952).	1 chemise
474.	Atelier mécanique de modelage d'Odon Meunier. 1923. Présence d'un plan.	1 chemise
475.	Pompes à essence et ateliers de réparation automobile. 1924-1965. Présence de plans.	1 liasse
476.	Biscuiteries et boulangeries-pâtisseries. 1925-1927, 1934, 1936. Présence d'un plan.	1 chemise
477.	Scierie mécanique de Jules Demily. 1926-1928. Présence de deux plans.	1 chemise
478.	Fabrique de fibres de bois. 1926-1928. Présence de deux plans.	1 chemise
479.	Cordonneries et fabriques de chaussures. 1929, 1946-1951. Présence de plans.	1 chemise
480.	Boucheries-charcuteries. 1930-1948, 1970-1972. Présence de plans.	1 chemise
481.	Fabrique mécanique de béton. 1931-1932. Présence de deux plans.	1 chemise
482.	Ateliers de menuiserie. 1932, 1935-1936, 1949. Présence de plans.	1 chemise
483.	Moteur à essence appartenant à Léandre Debaise. 1933.	1 chemise
484.	Scierie pour débit de bois de chauffage. 1934.	1 chemise
485.	Atelier de constructions mécaniques Fernand Brasseur-Plumet. 1934-1936. Présence d'un plan.	1 chemise
486.	Imprimerie Vélony Nonnon-Lacroix et Fils. 1936.	1 chemise
487.	Fabrique d'eau gazeuse. 1938.	1 chemise
488.	Établissement Ernest Charlier, tailleur de pierre. 1938-1939.	1 chemise
489.	Construction de bacs pour dépôt de charbon sur les dépendances de la	

	Société nationale des Chemins de fer belges (SNCB). 1939.	1 chemise
	Présence d'un plan.	
490.	SA Bois et Emballages. 1940-1942.	1 chemise
491.	SA des Ateliers Pierre Baton, fabrique d'appareils électro-ménagers. 1946, 1964.	1 chemise
	Présence d'un plan.	
492.	Fabrique de produit en aggloméré de ciment. 1946-1947.	1 chemise
	Présence d'un plan en double exemplaire.	
493.	Atelier de plombier-zingueur. 1947.	2 pièces
	Dont une pièce pourvue d'un plan.	
494.	Ateliers pour le travail mécanique de la tôle. 1947, 1951-1952.	1 chemise
	Présence de deux plans.	
495.	SA Anglo-Franco-Belge. 1948-1950.	1 chemise
	Présence d'un plan.	
496.	Atelier de réparation de machines agricoles de la SA Ecagrem. 1950-1951.	1 chemise
	Présence d'un plan.	
497.	Cuves à mazout. 1952-1953, 1969-1976.	1 chemise
	Présence de plans.	
498.	SA SOCOL. 1954-1966.	1 chemise
	Présence de plans. Concerne le chantier de modernisation du canal de Charleroi à Bruxelles.	
499.	Salons de coiffure. 1955, 1966-1976.	1 chemise
	Présence de plans.	
500.	Ruchers. 1960.	1 pièce
501.	Oiselleries. 1960-1962.	1 chemise
502.	Garage de Jeannine Fortun. 1964.	1 chemise
	Présence d'un plan en triple exemplaire.	
503.	SPRL Agglocim, fabrique de carreaux en ciment. 1965-1976.	1 chemise
	Présence de plans.	
504.	Réservoirs de gaz propane. 1967-1977.	1 liasse
	Présence de plans.	
505.	Ateliers de travail mécanique des métaux. 1972-1975.	1 chemise
506.	Atelier de collage de stratifiés. 1973-1974.	1 chemise

507. Exploitation avicole de poules pondeuses.
1976. 1 chemise
Présence d'un plan.
- 508-509. Tableaux des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.
1889-1949. 2 cahiers
508. Tableau A.
1889-1923.
509. Tableau I.
1889-1949.
- 510-512. Registres aux arrêtés du Collège échevinal.
1893-1902, 1921-1937. 3 volumes
- 510-511. Briqueteries pour une saison.
1893-1902, 1921-1934.
510. 1893-1902.
511. 1921-1934.
512. Moteurs électriques.
1924-1937.

7. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT

513. Dossier relatif aux campagnes de dératisation.
1964-1973. 1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMMUNAUX

514. Dossier relatif aux travaux d'aménagement de locaux scolaires et de la maison
communale. 1 liasse
1930-1931.
Présence de plans.
515. Dossier relatif aux travaux de réparation des dommages de guerre aux bâtiments
communaux. 1 chemise
1942.
516. Dossier relatif aux travaux d'entretien et de réparation de la toiture de la maison
communale et de deux classes. 1 chemise
1951-1953.
Présence d'un plan.
517. Dossier relatif aux travaux de restauration de la salle du Conseil.
1955-1956. 1 chemise
Présence d'un plan.

518. Dossier relatif à la réfection des toitures de la maison communale.
1973-1974. 1 chemise
Présence de plans.
519. Dossier relatif à l'installation du chauffage central dans les locaux de la maison
communale et des écoles.
1973-1976. 1 liasse
Présence de plans.
- 2. BÂTIMENTS SCOLAIRES**
- Consulter également les n° 514, 516 et 519.
520. Extrait cadastral relatif à l'emplacement d'un projet d'école.
19 février 1868. 1 pièce
521. Dossier relatif aux travaux exécutés aux bâtiments de l'école des garçons.
1869. 1 chemise
522. Dossier relatif aux travaux d'amélioration et de restauration des bâtiments des
écoles primaires.
1897-1900. 1 liasse
Présence de plans.
523. Dossier relatif aux travaux d'agrandissement et de grosses réparations.
1908-1910. 1 chemise
Présence de plans.
524. Dossier relatif aux travaux de construction de cloisons amovibles à l'école des
filles.
1913-1915. 1 chemise
525. Dossier relatif aux travaux de transformation d'un préau en classe mixte.
1916-1918. 1 chemise
Présence de deux plans.
526. Dossier relatif aux travaux de construction d'un vestiaire à l'école des filles.
1918-1923. 1 chemise
Présence de plans.
527. Dossier relatif aux travaux de construction d'un préau couvert et d'un mur de
clôture à l'école des filles.
1924-1925. 1 chemise
Présence d'un plan.
- 528-530. Dossiers relatifs aux travaux de construction d'une école gardienne.
1954-1960. 2 chemises et 1 liasse
Présence de plans dans tous les dossiers.
528. Lot 1, gros-œuvre et parachèvement.
1954-1960. 1 chemise
529. Lot 2, chauffage.
1958-1959. 1 liasse
530. Lot 3, mobilier scolaire et matériel didactique.
1955-1958. 1 chemise

531. Dossier relatif à la construction d'un groupe scolaire.
1971-1973. 1 chemise
Présence de plans.
- 3. BÂTIMENTS DU CULTE**
Consulter également le n° 758.
532. Dossier relatif à la construction d'un nouveau presbytère.
1910-1912. 1 chemise
Présence de plans.
- 533-534. Dossiers relatifs aux travaux de restauration de l'église.
1935-1936, 1952. 2 chemises
Présence de plans.
533. 1935-1936.
534. 1952.
- 4. CIMETIÈRES**
Consulter également le n° 599.
535. Dossier relatif à la construction d'un nouveau cimetière, sur un terrain sis au
lieudit « Les Sablons », cadastré section A, n° 645. 1 liasse
1898-1905.
Présence de plans.
536. Dossier relatif aux travaux de construction d'un caveau d'attente.
1936. 1 chemise
Présence d'un plan.
- 537-538. Dossiers relatifs aux travaux de réparation des murs et bâtiments du cimetière.
1936, 1947-1948. 2 chemises
Présence de plans.
537. 1936.
538. 1947-1948.
- 539-545. Dossiers relatifs aux travaux d'extension du cimetière.
1982. 1 cahier, 4 chemises et 2 liasses
Concernent la construction de la morgue et des locaux de fonctionnement.
539. Soumissions. 1 chemise
540. Devis estimatif. 1 cahier
541. Procès-verbal d'ouverture des soumissions. 1 chemise
542. Modèle de soumission. 1 chemise
543. Métré récapitulatif. 1 liasse
544. Cahier spécial des charges. 1 liasse
545. Plans. 1 chemise

5. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES (MONUMENTS, BANCS, ETC.)

- 546-547. Dossiers relatifs aux participations de la commune aux frais d'érection de monuments commémoratifs.
1919, 1945. 2 chemises
546. Aux soldats hennuyers Morts pour la Patrie (Mons).
1919.
Présence d'une affiche.
547. Aux vingt martyrs du 18 août 1944 (Courcelles).
1945.

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)

- 548-554. Dossiers relatifs aux modifications de voirie.
1866-1959. 5 pièces et 5 chemises
Consulter également le n° 71.
548. Suppression partielle du sentier n° 108.
1866-1867. 3 pièces
Dont un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal de Gouy-lez-Piéton, séance du 30 août 1866.
549. Suppressions aux sentiers n° 55, 92, 94, 95 et 96.
1873, 1891. 1 chemise
550. Suppression partielle des sentiers n° 75, 77 et 81.
1883-1884. 1 chemise
Présence d'un plan en double exemplaire.
551. Suppression des sentiers n° 91 et 95.
1883-1884. 1 chemise
552. Suppression partielle du sentier n° 195.
1929. 2 pièces
553. Suppression du sentier n° 30.
1934. 1 chemise
554. Suppression partielle des sentiers n° 89 et 91, ainsi que modification du sentier n° 93.
1951-1959. 1 chemise
Présence de deux plans.
- 555-578. Dossiers relatifs aux travaux de voirie.
1867-1983. 13 chemises et 11 liasses
555. Amélioration du chemin n° 7.
1867-1875, 1908-1911. 1 chemise
Présence de plans. Voir le n° 559.
557. Ouverture du chemin de grande communication de Chapelle-lez-Herlaimont à Seneffe et établissement d'un viaduc.
1871-1883. 1 liasse
Présence d'actes de cession de terrains et de deux plans.
556. Amélioration du chemin dit des Écoles.
1873-1914. 1 liasse
Présence de plans.
558. Amélioration du chemin n° 18 et construction du pont de Jeumont.
1892-1897. 1 chemise

559. Amélioration des chemins n° 7, 14, 34, 84 et 93.
1914-1919. 1 liasse
Présence de plans. Voir également les plans généraux d'alignement de ces chemins, n° 619 à 623 du présent inventaire.
560. Ouverture d'un chemin reliant les chemins n° 7 et 12, en
prolongement de l'avenue Wilson.
1919. 1 chemise
Présence de plans.
561. Création du chemin n° 93 reliant les chemins n° 7 et 14.
1916-1919. 1 chemise
562. Construction d'un égout sous les chemins n° 7 et 43.
1921. 1 chemise
Présence de plans.
563. Réfection du viaduc supérieur de la route de Godarville à Chapelle-
lez-Herlaimont, situé au-dessus du chemin de fer de l'État.
1921-1928. 1 liasse
Présence de plans.
564. Amélioration des chemins n° 12, 14 et 88.
1923-1926. 1 liasse
Présence de plans. Voir également le n° 574.
565. Amélioration du chemin de grande communication de Chapelle-lez-
Herlaimont à Seneffe et de la rue du Lumechon.
1935-1939. 1 liasse
Présence de plans et d'actes de cession de terrains.
566. Amélioration du chemin de grande communication n° 7 de Luttre à
Manage.
1937-1941. 1 chemise
Présence de plans.
567. Amélioration de la rue Vandervelde.
1946. 1 chemise
Présence de plans.
568. Amélioration de la rue Jules Destrée ou chemin n° 14, de la rue Ferrer,
de la Place Albert I^{er}, ou chemin n° 34, ainsi que de la rue de la
Station, ou chemin n° 84.
1946. 1 chemise
Présence de plans. Voir également le n° 570.
571. Amélioration des chemins de la cité ouvrière, soit les rues Paul Pastur,
de l'Égalité et de la Fraternité.
1947-1968. 1 liasse
Présence de plans. Consulter également les n° 583 et 732.
569. Amélioration du chemin n° 75, dit rue des Culots.
1948. 1 chemise
Présence de plans.
570. Amélioration des chemins n° 14 et 84, dits rues Jules Destrée et de la
Station.
1950-1961. 1 liasse
Présence de plans.
572. Création de trottoirs rue de l'Espinette et avenue Wauters.
1955. 1 chemise
Présence d'un plan.
573. Construction d'un aqueduc entre la rue de la Libération et le sous-

- passage du chemin de fer.
1959-1971. 1 chemise
Présence de plans.
574. Amélioration des chemins n° 12, 14 et 88, dits rues du Lumechon et
de Nivelles, rue de Seneffe et avenue de Stalingrad.
1960-1961. 1 liasse
Présence de plans. Voir également le n° 564.
575. Amélioration, aménagement et élargissement de la rue du Castia.
1962-1966. 1 chemise
Présence de deux plans.
576. Amélioration de la rue des Communes et pose d'aqueducs.
1971-1972. 1 liasse
Présence de plans.
577. Amélioration et équipement de la cité « Aux Communes ».
1977-1978. 1 chemise
578. Amélioration et égouttage des rues de la Libération, Joseph Wauters,
de l'Espinette et de Gouy.
1977-1983. 1 liasse
Présence de plans.
579. Extrait de l'atlas des chemins relatif aux modifications à apporter à la voirie
vicinale.
1868, 1875, 1883. 1 pièce
Consiste en un plan dressé en date du 15 février 1868, vu et approuvé en séance du
31 décembre 1875, revu et approuvé en séance du 8 juillet 1883.
580. Actes de cession de terrains incorporés à la voirie vicinale.
1874, 1880, 1925. 1 chemise
Concernent les chemins n° 7, 14, 34 et 84, ainsi que les chemins dits Cordier et de l'Espinette.
581. Plan des emprises à effectuer pour le prolongement du chemin de la Place.
1878. 1 pièce
582. Dossier relatif à la reprise du chemin de l'Industrie.
1912-1920. 1 chemise
583. Dossier relatif à l'incorporation à l'atlas des chemins vicinaux des chemins de la
cité ouvrière, avenue Pastur, rue de l'Égalité et rue de la Fraternité.
1948-1950. 1 chemise
Présence d'un plan. Consulter également le n° 571.

C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

1. COURS D'EAU NON NAVIGABLES

- 584-585. Dossiers relatifs aux travaux exécutés aux ruisseaux de la commune.
1907-1935, 1963. 2 chemises
Présence de plans.
584. Ruisseau du Castia.
1907-1934, 1963.
585. Ruisseau des Communes.
1920-1935.
586. Dossier relatif à la prise d'eau sollicitée par la SA des Ateliers de Godarville au

- ruisseau dit « du Champ Marrière ».
1921-1927. 1 chemise
Présence de plans.
587. Dossier relatif à la création d'une wateringue dans la vallée du Piéton.
1930-1931. 1 chemise
588. Dossier relatif à la détermination des points d'origine des cours d'eau.
1973. 1 chemise
Présence d'un plan d'ensemble des cours d'eau traversant la commune.

2. COURS D'EAU NAVIGABLES

589. Dossier relatif au canal de Charleroi à Bruxelles.
1880-1883. 1 chemise
- 590-595. Dossiers relatifs aux travaux de modernisation du canal de Charleroi à Bruxelles.
1949-1971. 2 pièces et 5 chemises
Consulter également le n° 498.
590. Aliénations, emprises et expropriations.
1949-1956. 1 chemise
Présence de plans.
591. Lettres relatives aux dégâts occasionnés à la voirie.
1950-1962. 1 chemise
Présence de phototypes.
592. Drainage des terrains inondés au dépôt de terre n° 5, situé place de
l'Espinette.
1959-1965. 1 chemise
Présence d'un plan.
593. Installation d'une cabine de transformation pour l'alimentation des
pompes d'exhaure placées dans les travaux de consolidation de la
tranchée de La Fléchère.
1966. 1 chemise
Présence d'un plan.
594. Pose d'un câble pour l'alimentation électrique des stations d'exhaure.
1968. 2 pièces
Présence d'un plan.
595. Incorporation dans la voirie communale d'un tronçon de voie publique
créé par l'État.
1970-1971. 1 chemise
Présence d'un plan.

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- Consulter également le n° 28.
- 596-597. Dossiers relatifs à l'établissement d'une distribution d'eau potable.
1919, 1926-1929, 1938-1941. 2 chemises
Présence de plans.
596. 1919, 1926-1929.
597. 1938-1941.

2. DISTRIBUTION DE GAZ

598. Avant-projet de l'Association intercommunale hennuyère du gaz (IHG) relatif à la distribution gazière dans les communes de Seneffe, Godarville, Gouy-lez-Piéton, Pont-à-Celles et Bellecourt.
1948. 1 chemise
Présence de plans.

3. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

599. Dossier relatif à la construction d'une cabine de transformation à l'emplacement de l'ancien cimetière.
1925. 1 chemise
Présence de deux plans.
600. Dossier relatif aux poses de câbles souterrains.
1930-1934, 1962-1974. 1 chemise
Présence de plans.
- 601-602. Dossiers relatifs aux installations de transformateurs électriques.
1959-1960. 2 chemises
601. Par la SA CARELGAZ, Électricité et Gaz du Bassin de Charleroi.
1959-1960.
Présence de deux plans.
602. Par la Société d'Électricité du Bassin de Charleroi (SEBC).
1959-1960.
Présence d'un plan en double exemplaire.
603. Dossier relatif à l'installation d'une ligne aérienne d'énergie électrique à 150 KV.
1970. 1 liasse
Présence de plans.

4. ÉCLAIRAGE PUBLIC

604. Dossier relatif à l'éclairage public.
1900-1917, [1940-1941]. 1 chemise
Présence de plans.
605. Dossier relatif à la modernisation de l'éclairage public.
1964-1965. 1 chemise
Présence de deux plans.

5. TÉLÉPHONE

- 606-609. Dossiers relatifs à la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT).
1926-1977. 3 chemises et 1 liasse
- 606-607. Construction et installation de lignes téléphoniques.
1926-1977. 1 chemise et 1 liasse
606. 1926-1943. 1 chemise
Présence de plans.
607. 1957-1977. 1 liasse
Plans.
608. Plans de repérage de câbles.
1964-1966. 1 chemise

609. Plans du réseau de Manage.
1974. 1 chemise
Concerne la rue de Nivelles.
- 6. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES**
610. Dossier relatif à la réalisation du réseau de télédistribution sur le territoire de la commune.
1971-1972. 1 chemise
Présence d'un plan.
- 7. TRANSPORTS EN COMMUN**
- Consulter également le n° 563.
- 611-614. Dossiers relatifs aux Chemins de fer de l'État.
1867, 1879-1885, 1891, 1920-1925. 4 chemises
611. Suppression des passages à niveau des sentiers n° 94 et 95 et établissement d'un sentier entre les chemins n° 91 et 95.
1867.
Présence d'un plan.
612. Travaux d'agrandissement de la station.
1879-1885.
Présence de deux plans.
613. Reconnaissance du classement dans la petite voirie des places de stationnement et des chemins d'accès à la station.
1891.
Présence d'un plan.
614. Raccordement sollicité par la SA Vital Mary.
1920-1925.
Présence de plans. Voir également le n° 463.
615. Dossier relatif à la ligne de tramway de Marcinelle à Chapelle-lez-Herlaimont.
1911-1923. 1 chemise
Présence d'un plan.
- 616-617. Dossiers relatifs à la Société nationale des Chemins de fer belges (SNCB).
1972-1975. 2 chemises
616. Passage à niveau n° 73 de la gare de Godarville.
1972.
Présence d'un plan.
617. Travaux de réfection et d'élargissement au passage supérieur situé à la cumulée n° 47.600 de la ligne n° 117 Manage-Luttre.
1973-1975.
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**
618. Dossier relatif à la construction de quatre maisons le long du chemin n° 14, dit de la Station, sur les parcelles cadastrées section A, n° 456^b et 456^c.
1882-1883. 1 chemise
Présence de deux plans.

- 619-623. Plans généraux d'alignement de voirie.
1911-1923, 1928. 4 pièces, 2 chemises et 1 liasse
619. Chemin dit des Écoles.
1911. 2 pièces
620. Chemin n° 7, dit de Bellecourt.
1911-1923. 1 liasse
621. Chemin n° 14.
1921-1923. 1 chemise
622. Chemin n° 34, dit de Chapelle-lez-Herlaimont à Seneffe.
1921-1923. 1 chemise
623. Chemin n° 84.
1928. 2 pièces
624. Plans d'aménagement et d'urbanisation.
1947-1953. 1 liasse
Présence de plans et de photographies.
625. Plans et procès-verbaux de bornage de terrains.
1948-1957. 1 chemise
- 626-641. Dossiers relatifs aux autorisations de construire.
1950-1963, 1968, 1970. 16 chemises
Présence de plans dans tous les dossiers.
626. 1950.
627. 1951.
628. 1952.
629. 1953.
630. 1954.
631. 1955.
632. 1956.
633. 1957.
634. 1958.
635. 1959.
636. 1960.
637. 1961.
638. 1962.
639. 1963.
640. 1968.
641. 1970.
Présence d'un plan non daté d'une propriété appartenant à la commune, sise au
lieudit « Les Communes » à front de la rue Paul Pastur et cadastrée section A,
n° 555 à 562.
642. Dossier relatif à l'élaboration du plan de secteur de La Louvière - Soignies.
1969-1976, 1987. 1 chemise
Présence de plans.

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

- 643-646. Dossiers relatifs à l'École industrielle primaire.
1923-1948. 3 cahiers et 1 liasse
643. Rapports sur la situation générale de l'institution.
1923-1943. 1 liasse
644. Registre aux procès-verbaux des séances de la commission
administrative de l'École industrielle primaire.
23 septembre 1924 – 29 décembre 1947. 1 cahier
645. Règlements organique, du personnel et d'ordre intérieur.
1935. 1 cahier
646. Rapport des professeurs à la commission administrative relatif au
projet de programme.
1947-1948. 1 cahier
647. Dossier relatif à l'inspection cantonale.
1890, 1913-1942, 1956-1976. 1 chemise

B. CADRE GÉNÉRAL

648. Dossier relatif aux cours pour adultes.
1881-1893. 1 chemise
649. Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'adoption par
la commune de l'école gardienne privée établie par Esther Magritte.
9 novembre 1902. 1 pièce
650. Convention entre Odon Marcq et la commune relative à la mise en location d'une
maison pour servir provisoirement d'école gardienne.
29 décembre 1908. 1 pièce

C. ORGANISATION

651. Règlement des écoles primaires.
1891-1892. 1 chemise
- 652-655. Listes d'inscription du Comité régional pour la prolongation de la scolarité.
1935-1939. 4 chemises
654. Chômeurs n'ayant pas d'exemption.
1935-1937.
652. Élèves qui poursuivent des études régulières.
1935-1939.
653. Élèves en apprentissage dans le commerce et l'industrie.
1935-1939.
655. Élèves demandant l'exemption pour travail à domicile.
1935-1939.
656. Rapports d'activité mensuelle transmis au Collège échevinal.
1969-1972. 1 chemise

D. ÉQUIPEMENT

- 657-658. Dossiers relatifs aux fournitures du mobilier scolaire.
1868-1872, 1913-1914. 2 chemises
Présence de plans.
657. 1868-1872.
658. 1913-1914.
659. « Liste des objets didactiques disparus pendant l'occupation allemande ».
26 novembre 1922. 1 pièce

E. PERSONNEL

660. Relevés nominatifs des membres du personnel des écoles.
1886-1955. 1 liasse

F. FINANCES

- 661-666. Budgets annuels.
1921-1949. 6 chemises
- 661-663. Cours professionnels de couture, de lingerie et de coupe.
1921-1949.
661. 1921-1929.
662. 1930-1939.
663. 1940-1949.
- 664-666. École industrielle primaire.
1925-1948.
664. 1925-1929.
665. 1930-1939.
666. 1940-1948.
- 667-672. Comptes annuels.
1921-1948. 6 chemises
- 667-669. Cours professionnels de couture, de lingerie et de coupe.
1921-1948.
667. 1921-1929.
668. 1930-1939.
669. 1940-1948.
- 670-672. École industrielle primaire.
1923-1948.
670. 1923-1929.
671. 1930-1939.
672. 1940-1948.
673. Renseignements destinés à l'évaluation des subsides réglementaires de l'État
alloués aux écoles d'adultes communales et adoptées.
1928-1935. 1 chemise

G. ACTIVITÉS ÉDUCATIVES ORDINAIRES

674. Dossier relatif aux cours de coupe et de couture.
1912-1958. 1 chemise
Contient notamment des rapports annuels de visite.

H. AVANTAGES SOCIAUX

- 675-678. Registres d'inscription des enfants admis à l'enseignement gratuit.
1866-1896. 2 chemises et 2 liasses
- | | | |
|------|------------|-----------|
| 675. | 1866-1869. | 1 chemise |
| 676. | 1870-1879. | 1 liasse |
| 677. | 1880-1889. | 1 liasse |
| 678. | 1890-1896. | 1 chemise |
679. Dossier relatif au Fonds des mieux doués.
1922-1940, 1957. 1 chemise
680. Dossier relatif à la gratuité des fournitures classiques.
1959-1962. 1 chemise
Contient des listes des élèves.

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

681. Dossier relatif à la bibliothèque communale.
1913-1954. 1 chemise
- 682-696. Dossiers relatifs aux fêtes communales.
1919-1930, 1933, 1952-1964, 1968-1976. 15 chemises
Présence d'affiches dans les n° 682 et 685 à 693.
- | | | |
|------|------------------|--|
| 682. | 1919-1930, 1933. | |
| 683. | 1952. | |
| 684. | 1953. | |
- Présence de photographies.
- | | | |
|------|------------|--|
| 685. | 1954. | |
| 686. | 1955. | |
| 687. | 1956. | |
| 688. | 1957. | |
| 689. | 1958. | |
| 690. | 1959. | |
| 691. | 1960. | |
| 692. | 1961. | |
| 693. | 1962. | |
| 694. | 1963. | |
| 695. | 1964. | |
| 696. | 1968-1976. | |
697. Dossier relatif aux festivités du centenaire de l'Indépendance nationale.
1926-1930. 1 chemise
698. Demandes d'occupation de la salle des fêtes de la maison communale.
1945-1946. 1 chemise
Par le Parti communiste et de l'Union des Femmes de Belgique.

- 699-702. Dossiers relatifs aux clubs sportifs.
1951-1973. 4 chemises
699. Balle pelote.
1951-1958.
700. Équipe de volley-ball de la section locale des Jeunesses socialistes.
1959.
701. « Les Amis de la Pêche ».
1961-1972.
702. Club de football.
1973.
703. Dossier relatif au centre de délasserment de Claire-Fontaine.
1959-1976. 1 liasse
Présence de plans.
704. Recensement des installations sportives.
1971. 1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 705-709. Recensements agricoles et horticoles.
1881-1959. 5 chemises
705. 1881, 1895, 1910.
706. 1918-1920.
707. 1931-1939.
708. 1940-1941.
709. 1950, 1959.
710. Dossier relatif au Cercle horticole.
1912-1922, 1956-1961. 1 chemise
- 711-712. Dossiers relatifs aux mesures de protection des cultures.
1877, 1935-1942. 2 chemises
711. Doryphore.
1877, 1939-1942.
712. Gale noire de la pomme de terre.
1935-1942.
713. Dossier relatif aux subsides alloués aux agriculteurs producteurs de lin.
1968-1972. 1 chemise

B. INDUSTRIE ET ARTISANAT

714. Dossier relatif à la remise en activité de la SA FOCOMÉ, fonderies et ateliers de
constructions mécaniques, anciennement Fonderies Denis.
1954-1960. 1 chemise
Consulter également le n° 462.
715. Dossier relatif aux lauréats du travail.
1959-1968. 1 chemise

C. COMMERCE

716. Liste des débitants de tabac.
31 juillet 1914. 1 pièce
717. Cartes de commerçants ambulants.
1940-1975. 1 chemise
718. Statistiques des foires et marchés.
1947-1974. 1 chemise
719. Dossier relatif au repos hebdomadaire.
1961-1975. 1 chemise

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. AFFAIRES SOCIALES

1. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES

720. Inventaires des dossiers transmis au Comité de Patronage des cantons de Seneffe
et de Fontaine-l'Évêque.
1901-1919. 1 chemise
721. Demandes d'allocation annuelle de 65 francs.
1912-1914. 1 chemise
- 722-723. Listes des bénéficiaires de la pension de vieillesse.
[1921-1947]. 1 chemise et 1 volume
722. [1921-1947]. 1 volume
En mauvais état.
723. [1925-1931]. 1 chemise
724. Liste des personnes bénéficiant d'une pension de vieillesse, d'une allocation
d'invalidité ou d'une pension de veuve.
1936-1945. 1 cahier
725. Registre d'inscription de pension de vieillesse.
1947-1958. 1 volume
- 726-727. Registres des demandes de prestations.
1964-1976. 2 cahiers
726. 1964-1971.
727. 1971-1976.

2. AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

728. Statistiques annuelles des sourds-muets et des aveugles non placés dans des
établissements spéciaux.
1905-1976. 1 chemise

3. LOGEMENTS SOCIAUX

- 729-732. Dossiers relatifs à la Société coopérative d'habitation à bon marché de Godarville.
1922-1970. 3 chemises et 1 liasse
729. Correspondance.
1922-1950. 1 chemise
Présence d'extraits du registre aux délibérations du Conseil communal et du Collège
échevinal. Ce dossier concerne principalement les mandats de délégués de la
commune au sein du Conseil d'administration.
730. Rapports et bilans.
1928-1952, 1970. 1 chemise
- 731-732. Dossiers relatifs aux travaux de construction et d'aménagement
exécutés à la cité-jardin « Les Communes ».
1925, 1949-1968. 1 chemise et 1 liasse
Présence de plans.
731. 1925. 1 chemise
732. 1949-1968. 1 liasse
733. Dossier relatif à la construction de 70 habitations au lieu-dit « Les Communes »
par la société « La Ruche Chapelloise ».
1975. 1 liasse
Présence de plans.

4. SECOURS DISTRIBUÉS À L'OCCASION DE CALAMITÉS EXTRAORDINAIRES SURVENUES DANS LA COMMUNE

734. Dossier relatif aux indemnités allouées aux sinistrés des inondations survenues
le 7 juin 1937.
1937. 1 chemise

B. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

- 735-737. Registres-matricules pour l'inscription des carnets relatifs au travail des femmes,
des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.
[1872]-1961. 3 volumes
735. [1872-1910].
736. [1910-1919].
737. 1920-1961.
- 738-739. Registres-matricules pour la délivrance des livrets.
1873-1954. 2 volumes
En mauvais état.
738. 1873-1883.
739. 1883-1954.
740. Attestations d'activité.
1961-1972. 1 chemise

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

Les archives de la Commission d'assistance publique de la commune ont été
artificiellement réunies dans le fonds des archives communales avant leur dépôt

aux Archives de l'État. Compte tenu de cet état de fait et devant la difficulté de distinguer les archives touchant à la tutelle communale sur la CAP des archives propres de la CAP, elles ont été maintenues dans le fonds d'archives de la commune.

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

741. Pièces justificatives aux comptes.
1919. 1 chemise

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

742. Budget annuel.
1945. 1 cahier

743. Compte annuel.
1944. 1 cahier

- 744-757. Pièces justificatives aux comptes.
1936-1951. 14 chemises

744. 1936.

745. 1937.

746. 1938.

747. 1939.

748. 1940.

749. 1941.

750. 1942.

751. 1943.

752. 1945.

753. 1946.

754. 1947.

755. 1948.

756. 1949.

757. 1951.

**XVII. TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE
D'ÉGLISE SAINT-GODARD**

A. PATRIMOINE

758. Lettres relatives aux travaux exécutés à l'église paroissiale.
1891, 1917-1940. 1 chemise
Contient également les budgets de la Fabrique d'église de 1890, 1892 et 1917, ainsi qu'un acte de dévouement du curé lors du bombardement aérien de la commune, le 15 mai 1940.

759. Dossier relatif aux donations et aux legs.
1891, 1922-1923, 1927, 1929, 1934, 1937, 1964. 1 chemise

- 760-761. Dossiers relatifs aux locations de biens ruraux situés sur le territoire de la commune de Gouy-lez-Piéton.
1893, 1957-1958. 2 chemises
760. Parcelles cadastrées section A, n° 167 et 231^a, et section B, n° 62.
1893.
761. Parcelle cadastrée section A, n° 611.
1957-1958.

B. FINANCES

- 762-772. Budgets annuels.
1871-1976. 11 chemises
Consulter également le n° 758.
762. 1871-1879.
763. 1880-1889.
764. 1891-1898.
765. 1900-1909.
766. 1910-1919.
767. 1920-1929.
768. 1930-1939.
769. 1940-1949.
770. 1950-1959.
771. 1960-1969.
772. 1970-1976.
- 773-784. Comptes annuels.
1866-1904, 1906-1925, 1927-1975. 12 chemises
773. 1866-1869.
774. 1870-1879.
775. 1880-1889.
776. 1890-1899.
777. 1900-1904, 1906-1909.
778. 1910-1919.
779. 1920-1925, 1927-1929.
780. 1930-1939.
781. 1940-1949.
782. 1950-1959.
783. 1960-1969.
784. 1970-1975.

TABLE DE CONCORDANCE

N° 785	P. 24
N° 786	P. 28